

Numéro 47 - 25 novembre 2017

**Les réformes électorales antidémocratiques
des libéraux de Trudeau**

**Le gouvernement avalise les mesures de
police pour limiter la liberté d'expression
et criminaliser la dissidence politique**

- Anna Di Carlo -

Supplément

Il y a un an nous perdions Fidel Castro

**L'exemple révolutionnaire de Fidel inspire des
millions de personnes à combattre pour la
souveraineté et à défendre les principes**



Les réformes électorales antidémocratiques des libéraux de Trudeau

- **Le gouvernement avalise les mesures de police pour limiter la liberté d'expression et criminaliser la dissidence politique - Anna Di Carlo**

Cinquième ronde de négociation de l'ALÉNA

- **Les violations de la souveraineté nationale se poursuivent**
- **Retirons le Canada de l'ALÉNA! La responsabilité commence chez soi! - Enver Villamizar**
- **Tenons les monopoles miniers canadiens responsables de la suppression des droits des travailleurs mexicains!**

À titre d'information

- **Des changements aux lois du travail et au salaire minimum au Mexique**

La crise de la politique autochtone du gouvernement Trudeau s'approfondit

- **Les familles des femmes et filles autochtones disparues et assassinées refusent d'être écartées - Philip Fernandez**

Faisons du Canada une zone de paix!

- **Non à l'ingérence dans les affaires des autres pays au nom du maintien de la paix! - Hilary LeBlanc**
- **La préoccupation morbide des impérialistes pour la défaite: l'exemple de la Conférence de guerre de Halifax**

Les réformes électorales antidémocratiques des libéraux de Trudeau

Le gouvernement avalise les mesures de police pour limiter la liberté d'expression et criminaliser la dissidence politique

- Anna Di Carlo -

Le 14 novembre, la ministre des Institutions démocratiques, Karina Gould, a présenté la réponse officielle du gouvernement à un rapport d'un comité sénatorial intitulé : *Contrôler l'influence étrangère sur les élections canadiennes*. Le rapport du Comité permanent du Sénat sur les affaires juridiques et constitutionnelles cible en particulier ce qu'il appelle « les tiers » comme étant de potentiels agents de l'influence électorale étrangère et recommande le resserrement des règles à leur égard. La *Loi électorale du Canada* définit un tiers comme étant « toute personne ou tout groupe, à l'exception d'un candidat, d'un parti enregistré et d'une association de circonscription d'un parti enregistré ».

La ministre s'est dite d'accord avec les recommandations des sénateurs en général et a dit vouloir travailler avec le comité sénatorial sur



un projet de modification à la Loi électorale que les libéraux ont l'intention de déposer d'ici la fin de l'année. Tout semble donc indiquer que le projet de réforme électorale du gouvernement libéral sera un autre pas sur la voie dangereuse de mettre en place des pouvoirs de police pour intimider, supprimer et criminaliser l'expression et la formation d'opinions politiques publiques.

Le rapport du Comité sénatorial permet de voir comment des réformes électorales sont instituées sur la base d'instructions des agences de renseignement dont l'objectif principal est de désinformer les Canadiens. Cela se fait en détournant leur attention du fait que le Canada est entraîné sur la voie de la guerre et de l'adjudication sous prétexte que les Russes et d'autres « ingérences étrangères » sont responsables de tous nos problèmes. Il apparaît évident avec ce rapport que l'« ingérence étrangère » dans le processus électoral est invoquée pour susciter des sentiments profondément antidémocratiques et créer des soupçons sur ceux qui ne partagent pas ce que l'élite dominante considère comme étant des « valeurs canadiennes », comme le soutien à l'OTAN et l'acceptation de la démocratie libérale capitaliste. Les partis politiques enregistrés qui n'acceptent pas ces valeurs comme des choses nécessairement acquises seront soupçonnés. Il sera en réalité impossible pour les « tiers » (dont les syndicats et les organismes non gouvernementaux qui luttent pour un environnement naturel et social sain et pour la justice économique et sociale) d'exprimer leurs opinions durant une élection sans être accusés de servir des intérêts étrangers. Au nom de la lutte à l'« ingérence étrangère » dans le processus démocratique, les agences étrangères du renseignement et les pouvoirs policiers dictent ce dont les Canadiens peuvent et ne peuvent pas discuter.

Le rapport du sénat utilise comme référence un rapport du directeur du renseignement national américain en date du 6 janvier 2017, préparé conjointement avec la CIA, le FBI et la National Security Agency (NSA) et intitulé : *Assessing Russian Activities and Intentions in Recent US Elections*. On y lit : « Nous évaluons que Moscou appliquera les leçons apprises de cette campagne ordonnée par Poutine et visant les élections américaines à ses efforts d'influence à travers le monde, y compris contre des alliés des États-Unis et leur processus électoral. »



L'agence d'espionnage américaine affirme que la supposée ingérence russe vise « à influencer l'opinion publique américaine » et est l'expression « du désir de longue date de Moscou de saper l'ordre démocratique libéral dirigé par les États-Unis ». La campagne russe est décrite comme un mélange d'opérations clandestines, notamment dans le cyberspace, et d'efforts ouverts d'agences gouvernementales russes, de médias financés par l'État russe, de tiers et d'utilisateurs rémunérés des médias sociaux qu'on appelle des « trolls ».

Un des opérateurs clés identifiés par le FBI, la CIA et la NSA dans la partie « ouverte » de cette campagne est la programmation américaine du réseau *Russia Today*. On donne les exemples suivants de « propagande russe » :

- des émissions qui mettent l'accent sur « la critique de prétendues insuffisances de la démocratie et des libertés civiles aux États-Unis » ;

- des émissions qui présentent « le processus électoral américain comme étant non démocratique et rapportent les appels de protestataires américains au public de se lever et de reprendre le gouvernement » ;

- « de nombreux rapports sur une prétendue fraude électorale aux États-Unis [en novembre 2012] et sur les vulnérabilités des machines à voter qui soutiennent que les résultats électoraux aux États-Unis ne sont pas fiables et ne reflètent pas la volonté populaire » ;
- des émissions qui « ont diffusé, reçu et fait de la publicité pour les débats de candidats de tiers partis [c'est-à-dire les partis autres que le Parti républicain et le Parti démocrate — *ndlr*] et diffusé des reportages qui soutiennent les politiques de ces candidats » ;
- des affirmations que « le système bipartisan des États-Unis ne représente pas les points de vue d'au moins un tiers de la population » et qu'il est donc « une fraude » ;
- des documentaires de 2012 sur le mouvement Occupy Wall Street « le présentant comme une lutte contre 'la classe dominante' et décrivant le système politique actuel aux États-Unis comme corrompu et dominé par les grandes entreprises » ;
- des rapports qui « caractérisent les États-Unis comme un 'État de surveillance' et prétendent qu'il y a des atteintes massives aux libertés civiles, une brutalité policière sur une grande échelle et l'utilisation de drone » ;
- des rapports qui concentrent l'attention sur « la critique du système économique américain, la politique monétaire américaine, la prétendue avidité de Wall Street et la dette nationale des États-Unis » ;
- des émissions sur les protestations contre la fracturation hydraulique qui attirent l'attention sur les questions environnementales et leur impact sur la santé publique ;
- des émissions contre « l'intervention occidentale dans le conflit syrien et qui accusent l'Occident de mener des 'guerres d'information' contre le gouvernement syrien ».

Recommandations du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles pour contrôler les dépenses des tiers

Le Comité sénatorial recommande que le gouvernement libéral revoit la *Loi électorale du Canada*, en particulier en ce qui concerne la collecte de fonds par les « tiers partis », et leurs communications sur l'Internet et dans les médias sociaux.

À l'heure actuelle, les activités des tiers partis sont réglementées seulement si ceux-ci dépendent de l'argent, soit plus de 500 \$, pour de la publicité électorale pendant une campagne électorale officielle. Une fois qu'ils ont dépassé le 500 \$, ils doivent s'enregistrer auprès d'Élections Canada. Le montant maximum qu'un tiers parti peut dépenser dans une même circonscription est 4225\$ pour une campagne de 37 jours et au niveau national la limite est de 211 200\$ (selon les données de 2017). Les tiers partis doivent divulguer les contributions qu'ils reçoivent pour payer ces dépenses dans la période de six mois qui précède l'élection. Ces contributions ne sont pas sujettes aux mêmes limitations que celles des partis et des candidats. Par exemple, les tiers partis peuvent recevoir des dons d'une entreprise tandis que les partis et les candidats ne le peuvent pas. La collusion entre les tiers partis et les partis politiques et les candidats ou entre tiers partis pour contourner les limites des dépenses électorales admises est prohibée. Les activités autres que la publicité électorale et certains frais relatifs à la production et la distribution ne sont pas visées par la loi.

Les sénateurs proposent qu'une période de plus de six mois soit établie sans préciser quelle période les rapports de contributions des tiers partis devraient couvrir. Cela ouvre la porte toute grande à la violation de la liberté d'association, laquelle doit nécessairement comprendre la liberté de recueillir des fonds pour des objectifs qui sont approuvés par les organismes dirigeants sans que l'État ne

vienne y mettre le nez.

En plus, les sénateurs suggèrent que les limites de dépenses électorales ne devraient pas se limiter aux seules publicités électorales. À l'heure actuelle, si, par exemple, un tiers parti organise un rassemblement politique qui peut même prendre position contre un parti politique, cela n'est pas considéré comme de la « publicité électorale » et n'est pas visé par la loi. Les sénateurs se sont dits préoccupés par cet aspect et par des activités comme le versement d'un paiement à des gens pour prendre part à une campagne de porte-à-porte ou faire un sondage.

Le Sénat propose aussi que la *Loi électorale du Canada* soit examinée pour « moderniser la réglementation de la participation des tiers aux élections dans le contexte des réalités d'aujourd'hui, particulièrement la publicité électorale sur Internet et les médias sociaux ». En ce moment, la publicité payée apparaissant sur quelque média que ce soit, dont les sites web et les médias sociaux, fait l'objet de réglementation. Ce que les sénateurs suggèrent n'est pas spécifié.

La réglementation des dépenses des tiers partis est apparue suite à l'introduction de limites de dépenses permises pour les partis politiques et les candidats en 1974. Ce fut là le premier geste d'enchâssement officiel du statut privilégié des partis politiques au sein du processus électoral et d'assujettissement du discours politique électoral à la loi, au nom de la protection des « élections libres et équitables ». Puisque des limites étaient fixées pour les partis et les candidats, on a soutenu que la collusion pour contourner ces limites devait également être interdite. On a donc interdit aux organisations et aux individus autres que les candidats et les partis politiques de faire de la publicité électorale. Une clause dite de « bonne foi » a été incluse dans la loi pour protéger l'expression politique.

La Loi électorale pouvait être utilisée contre des activités politiques seulement s'il existait une preuve qu'une organisation était en collusion avec un parti politique pour contourner les limites de dépenses électorales. La clause sur la « bonne foi » exemptait les activités dont le but était de « mobiliser de l'appui pour des opinions concernant... un enjeu de politique publique, ou pour faire progresser les objectifs d'une organisation ou d'une association autre qu'un parti politique ou une organisation ou association au caractère politique partisan ».

Le premier cas d'une organisation ayant été accusée en vertu des clauses relatives aux « tiers partis » s'est produit il y a 40 ans et l'approche qui a été suivie par les tribunaux à ce moment-là démontre la grande différence qui existe entre la position officielle de l'époque et celle d'aujourd'hui. Lors d'une élection partielle à Ottawa-Carleton, le président d'alors de la section locale 767 du Syndicat des employés de la Société ontarienne de logement, Daniel V. Roach, un affilié du Syndicat canadien de la fonction publique, a loué un avion auquel était attachée une bannière qui disait « Employés SCFP de la SOL : votez mais pas pour les libéraux ». La bannière a été déployée le 16 octobre 1976, le jour où la section locale du SCFP a adopté une politique contre le « Programme anti-inflation », connu comme le « Contrôle des prix et des salaires » du gouvernement libéral. Le programme a été dénoncé par les travailleurs d'un océan à l'autre et il y a eu de nombreux rassemblements, protestations et manifestations contre ce programme. Le PCC(M-L) avait alors présenté le programme de combattre le rejet du fardeau de la crise sur le dos de la classe ouvrière et du peuple et de Faire payer les riches !

Le directeur de scrutin de la circonscription d'Ottawa-Carleton a vu la bannière passer dans le ciel et a appelé la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour qu'elle accuse Roach de violation de la clause en place depuis deux ans sur les « tiers partis » dans la *Loi électorale du Canada*. Roach a été acquitté et le gouvernement a porté la cause en appel, mais a été débouté par le juge d'appel qui a maintenu le jugement de la cour inférieure.

La cour a reconnu que la bannière s'opposait directement au Parti libéral. Le juge a cependant dit que la bannière avait été déployée avec l'objectif de faire connaître la politique de la section locale

contre les contrôles des prix et des salaires et qu'il n'existait pas de preuve que le syndicat agissait directement ou indirectement en collusion avec un autre parti politique.

Le juge avait conclu : « L'accusé dans ce cas a exprimé clairement les opinions de son association sur un enjeu de politique publique. La loi doit être interprétée eu égard au droit de libre discussion publique et si le Parlement avait eu l'intention de prohiber le geste qui est allégué contre l'accusé, la loi aurait dû être beaucoup plus claire à ce sujet. »

Pour appuyer cet argument, la cour a évoqué des jugements précédents relatifs à la liberté d'expression et du discours politique. Le jugement disait : « Il n'est pas sujet à controverse que ces institutions [gouvernement] tirent leur efficacité de la libre discussion publique des affaires, de la critique et de la réponse et de la contre-critique, de l'attaque contre une politique et une administration et de la défense et de la contre-attaque, de l'analyse et de l'examen les plus libres et les plus entiers sous tout angle possible des propositions politiques. [...] Même dans le cadre de ses limites légales, le danger d'abus et d'abus sérieux existe, et un tel abus est constamment présent sous nos yeux ; mais il est évident que la pratique de ce droit de libre discussion publique d'affaires publiques, nonobstant ses méfaits accessoires, est le souffle de vie des institutions parlementaires. »



Ainsi, avant même que la *Charte des droits et libertés* de 1982 soit adoptée, le droit fondamental à la liberté de parole a été reconnu comme étant inhérent au droit des citoyens d'élire un gouvernement. Dans un texte de 1957, le juge Abbott de la Cour suprême a décrit « le droit des candidats à un siège parlementaire, et le droit des citoyens, en général, d'expliquer, de critiquer, de débattre et de discuter de la manière la plus libre possible de choses comme la qualification, les politiques et les principes politiques, économiques et sociaux mis de l'avant par ces candidats ou par les partis ou groupes politiques dont ils sont peut-être membres », comme un droit qui découle nécessairement et de façon implicite de l'existence même d'un parlement qui est censé représenter le peuple.

En 1983, le gouvernement libéral a abrogé la cause sur la «bonne foi» des tiers partis. Cela a entraîné plusieurs contestations judiciaires et finalement à la réglementation présentement en place. L'ironie de la réglementation de l'après-Charte sur les tiers partis et des poursuites en cour est que les tribunaux ont eu recours aux dispositions sur les « limites raisonnables » de la *Charte des droits et libertés* pour justifier et approuver les limitations à la liberté de parole pendant les élections. Encore plus ironique est le fait qu'ils aient soutenu que le but des limites sur ce que les « tiers partis » peuvent dépenser était de s'assurer que les bien nantis ne prennent pas le contrôle des élections. Pendant ce temps, le cartel de partis érigé en système a adopté des lois qui ont transformé les partis politiques des riches en appendices fortement subventionnés de l'État qui reçoivent des dizaines de millions de dollars pour dominer le discours électoral.

Au nom du contrôle des dépenses durant une élection, nous en sommes maintenant rendus à un point où la liberté de parole est sérieusement restreinte par une myriade de règlements et de contrôles qui s'exercent précisément pendant la période qu'on dit la plus cruciale du processus démocratique en vigueur, à savoir les élections. Le projet de loi qui va être présenté par les libéraux va ajouter de nouvelles restrictions et va le faire de manière à s'en prendre aux activités politiques qui se tiennent en dehors de la période « officielle » de campagne électorale.

Il y a une alternative



Tous ces arguments, bons ou mauvais, ne font qu'embrouiller le fait que le système de démocratie représentative dominé par les partis est dans une impasse et il y a deux choix qui s'offrent.

Une des deux options est de continuer de resserrer la réglementation, de surveiller, d'intimider et de régimenter l'activité politique du peuple pour préserver le pouvoir et le privilège de l'élite politique qui représentent de puissants intérêts économiques. Cette option pousse l'establishment libéral, avec le concours des conservateurs et du NPD, à trouver refuge à grands risques derrière les pouvoirs de police qui limitent la liberté d'expression et criminalise

l'opinion politique. Les mécanismes de la réglementation électorale qui promettaient auparavant des élections «libres et équitables» sont tout aussi épuisés que le système lui-même.

L'autre option est celle qui exprime le désir et l'effort des citoyens et du peuple pour s'investir du pouvoir de décider de leurs affaires. Elle demande l'élimination de toute forme de privilège et de pouvoir utilisée pour garder le peuple marginalisé. Elle comprend la mise en oeuvre de mécanismes qui vont permettre à tous les citoyens de participer à l'élaboration de l'ordre du jour, de sélectionner les candidats et d'exercer un contrôle sur les élus. Il faut pour cela mettre fin au financement public des partis politiques et les fonds publics doivent plutôt servir à financer un processus électoral muni d'une autorité publique qui s'assure que tous puissent participer en tant qu'égaux, sans égard à l'appartenance à un parti politique, à la richesse ou au statut social.

Cette option exige l'affirmation du droit humain de s'engager dans le débat politique pour humaniser notre environnement naturel et social. Il s'agit d'affirmer le droit à la liberté d'expression sur une base nouvelle – c'est-à-dire non pas comme un droit civil qui a déjà été nié et retiré mais en tant que droit humain sans lequel ni les êtres humains ni la société ne peuvent s'épanouir.



Cinquième ronde de négociation de l'ALÉNA

Les violations de la souveraineté nationale se poursuivent

Les négociations officielles de l'ALÉNA se sont poursuivies avec la cinquième ronde à Mexico du 17 au 21 novembre. La rivalité et la collusion entre les monopoles et leurs porte-parole et en leur sein se sont poursuivies lors de cette ronde de négociation. Les négociateurs étalent publiquement leurs discordes et ont une fois de plus exprimé leur « pessimisme » quant à la possibilité d'en arriver à une entente. Derrière ce pessimisme se cache une réalité tout autre, celle d'un Mexique, d'un Canada et des États-Unis qui continuent de chercher les moyens d'éliminer tout obstacle aux monopoles dans les domaines où il y a eu entente, tout en faisant grand cas de leurs

désaccords dans les secteurs non encore résolus pour créer l'impression que la délégation de chaque pays défend ses intérêts nationaux ainsi que l'intérêt public et les droits des travailleurs. En fait, les gouvernements et leurs négociateurs se portent tous à la défense d'intérêts privés qui cherchent par tous les moyens à avancer aux dépens l'un de l'autre tout en continuant l'assaut contre la souveraineté nationale.



On cite dans certains reportages la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland qui prétendrait qu'il y a eu de « bons progrès » (lors de la 5e ronde) dans des domaines de nature « hautement technique ». Elle a dit que les trois parties — le Canada, les États-Unis et le Mexique — acceptent les dispositions touchant aux pratiques d'anticorruption et de saines réglementations, aux télécommunications, aux systèmes sanitaires et à la facilitation des douanes et du commerce. Il s'agit de domaines où non seulement l'économie des trois pays, mais aussi leur processus de prise de décision sont intégrés aux nouveaux États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord. C'est la Forteresse Amérique du Nord à la disposition de la superpuissance impérialiste américaine qui, elle, se prétend « indispensable ». Freeland se vante du fait que ces « questions hautement techniques » sont celles où se fait l'intégration. Ironiquement, loin de défendre un quelconque intérêt national, les décisions sont prises sur une base supranationale et cela élimine par le fait même le droit souverain des pays touchés d'exercer un contrôle sur les décisions qui les affectent. Tout vise à empêcher les instances nationales souveraines d'adopter ou de maintenir des réglementations perçues comme des « obstacles au commerce ». Rien ne doit nuire au « droit » des monopoles de se réglementer eux-mêmes et de poursuivre leur objectif de maximiser leurs profits.

Aussi, selon certains reportages, les États-Unis veulent étendre la « liste de localisation » existante pour exiger que davantage de produits — y compris l'acier — proviennent de l'Amérique du Nord, ce qui expose à quel point ils cherchent à dominer tous les secteurs stratégiques de l'économie et aussi combien cela peut être problématique. Dans son article « NAFTA Rules of Origin », Lawrence Friedman décrit comme suit la liste de localisation dans le secteur automobile : « Par exemple, les moteurs électriques sont un matériau localisé. Donc si un fabricant de sièges d'auto utilise un moteur non originaire dans la production d'un siège d'auto qu'il vend à un fabricant de véhicules de passagers, la valeur de matériaux non originaires (VMN) du véhicule doit inclure la valeur du moteur non originaire. La conséquence de cela est que si les matériaux non originaires ne sont pas sur la liste de localisation, ils sont traités comme s'ils étaient originaires. Cela résulte en un bénéfice pour certaines parties de l'industrie. La localisation représente donc un lourd fardeau pour les producteurs qui doivent obtenir les données sur les coûts de leurs fournisseurs. »

Dès qu'elle a pris connaissance de cette demande d'étendre la liste de localisation, l'Alliance des manufacturiers d'automobiles composée de monopoles du secteur automobile qui opèrent à l'échelle mondiale, y compris GM et Ford, a signalé que ces exigences étaient trop onéreuses. Selon le réseau CBC, l'Alliance a affirmé : « Une liste de localisation augmentée mènerait en fait à

de nouvelles pertes d'emploi puisque les compagnies pourraient tout simplement déménager leur production outremer, comme en Chine, se servir des pièces qu'elles veulent, et à nouveau exporter l'automobile aux États-Unis et payer un tarif relativement marginal de seulement 2,5 %. »



De leur côté, les monopoles mondiaux de l'acier qui possèdent des usines en Amérique du Nord ont fait part de leurs inquiétudes face à une concurrence avec l'acier chinois. Selon eux, une liste de localisation augmentée serait bonne pour leurs affaires. Derrière les intentions de localiser et d'assurer l'achat d'acier provenant de l'Amérique du Nord se cache le fait que les monopoles mondiaux de l'acier qui ont des usines aux États-Unis continuent d'écouler l'acier fabriqué aux États-Unis au Canada. Le dumping de l'acier fabriqué aux États-Unis et au Canada est un facteur qui a accru la destruction de la production intégrée d'acier canadien, comme à Stelco, à Hamilton. Une situation semblable est en train de se créer aux dépens d'Algoma Steel à Sault-Ste-Marie.

Il est facile de voir que la prétention que les désaccords sont l'expression de la détermination de la délégation de chaque pays de défendre

l'intérêt souverain ne sert qu'à masquer toutes les magouilles qui se font au profit des intérêts privés concernés. Les intérêts de la classe ouvrière et du peuple des trois pays ne sont pas servis en se rangeant d'un côté ou de l'autre. La classe ouvrière et le peuple doivent lutter pour changer la direction de l'économie et, sur cette base, défendre les droits de tous.



Retirons le Canada de l'ALÉNA! La responsabilité commence chez soi!

- Enver Villamizar -

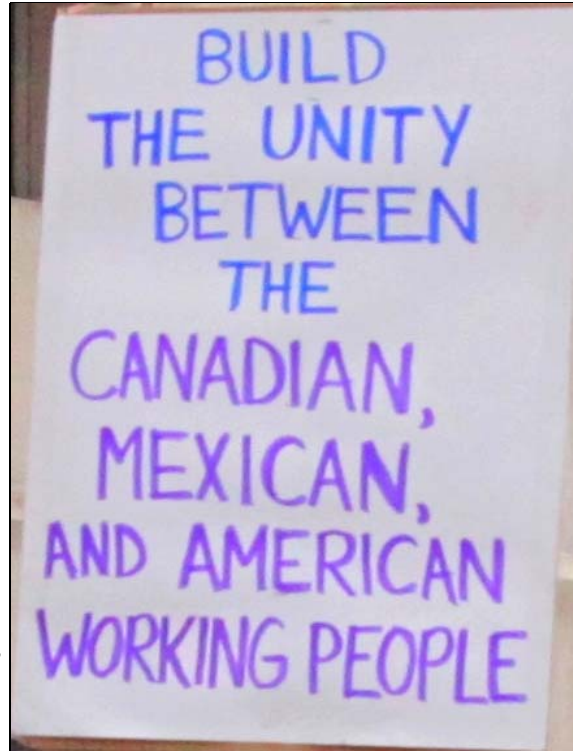


Manifestation à Mexico le 16 août 2017 pour dénoncer les pourparlers de l'ALÉNA et exiger une approche complètement différente qui soit à l'avantage réciproque

Une position très particulière est mise de l'avant dans les négociations de l'ALÉNA selon laquelle le rôle des travailleurs du Canada et des États-Unis est de se rallier derrière leur propre classe dirigeante et les monopoles qu'elle représente au nom d'élever les normes du travail au Mexique. On prétend que la responsabilité des travailleurs du Canada et des États-Unis est de veiller au bien-être des travailleurs mexicains sur la base du concept qu'ils sont incapables de régler leurs comptes avec leur propre classe dirigeante et qu'ils ont besoin que les gouvernements du Canada et des États-Unis interviennent pour s'assurer que leur gouvernement veille sur eux.

Selon cette position, l'ALÉNA serait coupable de ne pas avoir élevé les standards des Mexicains alors qu'il aurait été conçu pour le faire, mais n'aurait jamais rempli cette promesse. Ce nonsens au sujet de l'ALÉNA ne fait pas l'objet de discussion et n'est pas démasqué comme un mensonge. En fait, l'ALÉNA a toujours été l'instrument de l'enchâssement des droits des monopoles par la violation des droits des travailleurs et la destruction de la souveraineté nationale. L'objectif fondamental de l'ALÉNA a été réalisé. Le fait que ce véritable objectif ait été réalisé est utilisé cependant pour dire que bien que l'objectif allégué d'élever les normes de travail au Mexique n'ait pas été rempli, l'occasion se présente aujourd'hui de le faire et de « rendre l'ALÉNA plus équitable ».

L'ALÉNA peut devenir « équitable », nous dit-on, si les travailleurs du Canada et certains syndicats se joignent à l'ordre du jour de Trudeau/Trump d'amener le gouvernement mexicain à mettre en place de nouveaux arrangements dans les relations de travail, lesquels ont été adoptés en février en tant qu'amendements constitutionnels. Cette farce impérialiste est présentée au moment même où le mécontentement et la résistance des travailleurs mexicains s'accroissent contre les violations généralisées de leurs droits qui sont faites par certains des mêmes monopoles qui prétendent aujourd'hui appuyer eux aussi les réformes des lois du travail au Mexique, dont l'augmentation du salaire minimum.



Les travailleurs mexicains ne sont pas des victimes pathétiques. Ils sont un contingent de la classe ouvrière internationale qui a combattu vaillamment la violence brutale des monopoles et de leur propre gouvernement. Qu'on parle des monopoles dans le secteur de la confection des vêtements qui utilisent le Mexique et ses *maquiladoras* -- des ateliers de misère -- pour faire des super profits à même les conditions de travail terribles et les magouilles des gouvernements corrompus pour payer les riches, ou des monopoles miniers canadiens voraces et de leurs forces de sécurité meurtrières et celles de l'État, la classe ouvrière et le peuple mexicains ne donnent pas leur place quand il est question d'affirmer leurs droits, une tradition que ceux qui viennent au Canada à titre de travailleurs migrants amènent avec eux.

Les travailleurs du Mexique sont actuellement en train d'intervenir dans l'élection présidentielle au Mexique qui va se tenir en juillet 2018. Cette intervention fait partie de leur lutte pour bloquer le projet néolibéral en cours pour le Mexique et briser la mainmise que l'ALÉNA a donnée aux monopoles sur les affaires du pays. Si un nouveau gouvernement mexicain arrive au pouvoir en juillet et cherche à abroger l'ALÉNA et à restreindre l'appétit des monopoles pour le profit, le sang et la sueur, est-ce que ces mêmes champions des travailleurs mexicains vont applaudir ou bien dire que ce n'est pas bon pour les travailleurs mexicains et demander un changement de régime ?

La responsabilité commence chez soi

Les Canadiens peuvent faire leur contribution à la lutte du peuple mexicain en affirmant leurs propres droits et en forçant leurs gouvernements et leurs monopoles à rendre des comptes pour leurs violations des droits au pays et à l'étranger. Ils peuvent le faire en exigeant que le Canada se retire de l'ALÉNA et entre en relation avec les États-Unis, le Mexique et d'autres pays sur la base d'avantages mutuels et de développement mutuel des peuples et des économies de chaque pays.

Les Canadiens ne serviront pas leur cause en se détournant de la tâche de faire face aux conditions concrètes et aux problèmes auxquels le Canada est confronté. Cibler le Mexique et ses problèmes sert à diviser les travailleurs et à présenter le problème comme étant « quelque part ailleurs », hors d'atteinte et de notre contrôle. De plus, cela place les Canadiens dans une position de collaboration avec leur propre classe dirigeante et les monopoles qu'elle représente et sert, lesquels se soucient uniquement de maximiser leurs profits par tous les moyens, y compris en violant les droits de tous au pays et à l'étranger.

Créer des illusions que des changements aux lois du travail mexicaines vont rendre les monopoles mondiaux redevables de leurs actes et affirmer les droits des travailleurs, c'est détourner les Canadiens de la lutte à mener pour rendre l'élite impérialiste dirigeante redevable de ses actes et pour affirmer les droits de tous ici même au Canada. Sous nos propres yeux, les lois du travail et d'autres lois au Canada sont en train d'être renforcées et manipulées pour qu'elles soient mieux à même de restreindre le droit des travailleurs de décider de leurs salaires et de leurs conditions de travail, de criminaliser leur résistance, de voler ce qui leur revient de droit comme leurs pensions et de payer les riches à même le trésor public. Les lois de la faillite sont constamment utilisées contre les travailleurs ; les libéraux fédéraux sous Trudeau et Morneau veulent adopter le projet de loi C-27 pour détruire les pensions à prestations déterminées, et le gouvernement de l'Ontario vient tout juste de criminaliser la lutte des 12 000 membres du personnel enseignant des collèges en les forçant à reprendre le travail afin de ne pas avoir à augmenter le financement des collèges au niveau canadien.

Tenons les monopoles miniers canadiens responsables de la suppression des droits des travailleurs mexicains!

CIENTOS DE MINEROS CONTRA MEDIA LUNA

- 1.** EL PARO INICIÓ PARA EXIGIR LA CANCELACIÓN DEL CONTRATO LABORAL CON CTM Y ASÍ AGREMIARSE AL STMMSRM.
- 2.** LA MINERA MEDIA LUNA AMENAZÓ CON UN DESPIDO MASIVO DE TRABAJADORES QUE PARTICIPAN EN EL PARO.
- 3.** MÁS DE 600 TRABAJADORES PRESENTARON AMPARO PARA EVITAR QUE LOS DEN DE BAJA.
- 4.** FUERZAS POLICIALES LLEGARON AL LUGAR DEL PARO. LOS TRABAJADORES TEMEN REPRESIÓN VIOLENTA EN SU CONTRA.

The infographic features a photograph of a large group of miners gathered in front of a rocky wall, with a blue banner visible in the background. The text is overlaid on the left side of the image.

Bien qu'on parle beaucoup au Canada de la nécessité de réformer le droit du travail au Mexique, les monopoles miniers canadiens dont les propriétaires et les dirigeants sont protégés par le gouvernement canadien sont responsables de la suppression continue des droits des travailleurs.

Le 18 novembre, deux citoyens mexicains, Victor et Marcelino Sahuanitla Peña, engagés dans des actions pour s'opposer aux activités de la mine d'or Media Luna détenue par des intérêts canadiens, dans la municipalité de Cocula dans l'État de Guerrero, ont été tués par des voyous armés. La mine est actuellement le centre d'un conflit entre l'entreprise, son « syndicat de protection » et rallier le Syndicat national des travailleurs des mines, du métal, de l'acier et des travailleurs alliés, connu sous le nom de Los Mineros.[1]

La mine Media Luna appartient à Torex Gold Resources du Canada. Le président, chef de la direction et fondateur de l'entreprise est Fred Stanford, un cadre minier canadien de longue date et ancien président des opérations de Vale Inco en Ontario. Il est actuellement membre du conseil d'administration du collège Cambrian et du Centre de technologies avancées du Nord, une pépinière d'entreprises commerciales à but non lucratif basée également à Sudbury, en Ontario. Les travailleurs mexicains sont appuyés par la communauté locale qui s'oppose également aux actions de l'entreprise minière dans sa région.

Le rôle du gouvernement mexicain et des forces armées de l'État dans le conflit a été révélé lorsque quelques jours avant l'assassinat du 13 novembre, de nombreux policiers fédéraux armés (Gendarmería, relevant de l'armée) sont arrivés à la mine. Ils ont pris le contrôle du site dans une démonstration de force contre les travailleurs qui avaient érigé des barricades. Par ce geste, ils ont préparé le terrain pour des attaques violentes. Dans la nuit du 18 novembre, un groupe armé affilié au « syndicat de protection » de la compagnie a attaqué les grévistes de Media Luna à un barrage routier que les travailleurs avaient établi près de la mine et les deux frères ont été tués.

Les travailleurs en grève ont rapporté que les forces armées mexicaines ont brièvement détenu les assaillants mais les ont relâchés peu de temps après, écrit Los Mineros, le syndicat des mineurs mexicains. Le syndicat allègue également que les assaillants armés sont liés au même groupe responsable de l'enlèvement et de l'assassinat en 2014 de 43 élèves-enseignants connus sous le nom d'Ayotzinapa 43 dans l'État de Guerrero pour lesquels le gouvernement mexicain a participé à dissimuler les faits alors que le gouvernement canadien a maintenu un silence absolu, en particulier lors de la visite d'État en 2015 du président mexicain Peña Nieto au Canada.



Des familles des mineurs en grève

Dans une déclaration intitulée « Torex Clarifies Media Misinformation », l'entreprise a affirmé que la grève était « illégale » afin de se présenter comme la victime des travailleurs et préparer le terrain pour l'intervention des agents de police mexicains pour écraser la résistance des travailleurs. « En ce qui concerne les opérations à la mine ELG de la société, il n'y a pas de grève, il y a un

blocus illégal », a écrit la compagnie. « Les opérations ont cessé sur le site de la mine ELG depuis le 3 novembre à cause des barricades illégales, qui ont été érigées suite à un différend entre le syndicat qui représente légalement les travailleurs de la compagnie (le syndicat CTM) et le syndicat qui veut représenter les travailleurs » (le « Syndicat des mineurs »), a ajouté l'entreprise.

Elle ajoute : « La résolution de ce conflit est maintenant entre les mains de la Commission du travail et la compagnie croit que celle-ci essaie d'amener les parties, y compris le syndicat des mineurs, à participer au processus juridique établi pour résoudre ce conflit et choisissent une date pour la tenue d'un vote syndical. La gendarmerie fédérale continue d'assurer une présence à la mine ELG pour la protection des biens de la compagnie. »

En définitive, la compagnie espère que le recours à la Commission du travail enlèvera l'initiative aux travailleurs pour la remettre à la Commission et aux agences de l'État et servira de justification au gouvernement mexicain pour écraser par la force la barricade des travailleurs.

Aux travailleurs tués, la compagnie a consacré une ligne : « Les deux hommes n'étaient pas des employés de la compagnie ».

Note

1. Un « syndicat de protection » est un mécanisme du droit du travail qui autorise les compagnies qui exploitent des installations au Mexique à établir un syndicat de boutique qui sert à violer le droit des travailleurs d'avoir leur mot à dire sur leurs salaires et leurs conditions de travail. Dans certains cas, le syndicat est mis en place en même temps que le contrat avant même que la compagnie ne commence ses opérations afin de saper les actions collectives des travailleurs et tenter d'éliminer toute résistance sous forme de grèves et d'autres moyens.

(Sources: *La Jornada*, *Torex Gold Resources Inc*, *Unifor*, *USWA*)



À titre d'information

Des changements aux lois du travail et au salaire minimum au Mexique

Le 21 février 2017, un décret présidentiel modifiant les articles 107 et 123 de la Constitution des États-Unis mexicains est entré en vigueur. Voici le résumé qu'en a donné la firme d'avocats Littler Mendelson :

« Le Décret comprend les réformes suivantes :

« Les conflits de travail vont maintenant être traités devant des tribunaux du travail fédéraux ou d'État qui feront partie du Pouvoir judiciaire de la Fédération de chaque État. Ces tribunaux vont remplacer les actuelles commissions de conciliation et d'arbitrage du travail qui résolvent les disputes entre employeurs et employés et font partie de la branche exécutive du gouvernement.

« Le Décret établit une audience de conciliation précontentieuse obligatoire qui sera tenue par des centres de conciliation spécialisés et impartiaux qui seront créés dans chaque État. L'étape de la conciliation va consister en une seule audience obligatoire dont la date et l'heure seront décidées rapidement. Si des audiences subséquentes doivent se tenir, elles se tiendront à la demande des parties.

« Au niveau fédéral, la conciliation va être gérée par une agence indépendante, qui sera également

responsable de l'enregistrement des conventions collectives aux niveaux local et fédéral, de l'enregistrement des syndicats et de tous les processus administratifs connexes. Cette agence va posséder sa propre autorité juridique, ses propres actifs et passifs et jouira d'une pleine autonomie technique et opérationnelle et en matière de décision budgétaire et de gestion.

« En ce qui concerne la négociation collective, le Décret garantit le vote libre, individuel et confidentiel des employés pour la résolution des disputes entre syndicats, la mise en oeuvre d'une convention collective et l'élection des dirigeants syndicaux. »

« Conformément à ces réformes constitutionnelles, le Congrès du Mexique et les parlements des États doivent ajuster leur législation secondaire pour la conformer au Décret un an après sa mise en oeuvre. Cela veut dire que les lois fédérales du travail doivent être modifiées d'ici un an pour se conformer aux réformes contenues dans le Décret. Jusqu'à ce que ces changements soient faits, les disputes en matière de travail (de même que les disputes entre les syndicats, l'administration des conventions collectives et la réglementation interne en matière de travail) continueront d'être administrées par les commissions de conciliation et d'arbitrage locales et fédérales. »

Les monopoles internationaux du vêtement appuient les changements aux lois du travail

En juillet 2017, quatorze fabricants de produits de marque qui vendent des produits textiles et du secteur de la chaussure manufacturés au Mexique, de même que l'Association pour un travail équitable (ATÉ) ont émis une lettre conjointe à l'intention du gouvernement mexicain dans laquelle ils appuient la réforme constitutionnelle du régime juridique du travail au Mexique.

La lettre conjointe est une initiative du Comité du Mexique qui comprend les marques internationales de l'approvisionnement et/ou du secteur manufacturier au Mexique, l'ATÉ, le syndicat international IndustriALL et le Réseau Maquila pour la solidarité (RMS). Le RMS agit comme secrétariat du Comité.

Les compagnies qui ont signé la lettre de juillet 2017 sont : American Eagle Outfitters, C & A, Fanatics Apparel, Fruit of the Loom, Gildan, Inditex (Zara), New Balance, Nike, Patagonia , Puma, PVH, Under Armour et VF Corporation.

La lettre, adressée au secrétaire au Travail et à la Sécurité sociale, Alfonso Navarrete Prida, mentionne que ce groupe de compagnies est heureux des amendements constitutionnels et de la création de nouvelles institutions au sein du régime juridique pour remplacer les commissions tripartites de conciliation et d'arbitrage. Ces réformes, poursuit la lettre, vont permettre aux travailleurs mexicains de jouir plus pleinement de leurs droits d'association et de négociation collective reconnus internationalement et protégés par les Conventions 87 et 98 de l'OIT et vont créer un système de justice plus fort au Mexique en matière de travail.

Changements au salaire minimum

Dans un discours prononcé le 21 novembre, le jour où la ronde en cours des négociations de l'ALÉNA s'est terminée, le président du Mexique Enrique Peña Nieto a annoncé que son gouvernement va augmenter le salaire minimum au Mexique, le 1er décembre 2017, de 80,04 pesos à 88,36 pesos par jour (de 4.20 \$ US à 4.70 \$ US par jour), une augmentation de 10,4 %. Il a dit que depuis cinq ans (lorsqu'il est arrivé au pouvoir), le salaire minimum a augmenté de 20 % en termes réels et de 45 % nominalement, quelque chose qui n'était pas arrivé depuis 30 ans.

Rien n'est dit au sujet de l'augmentation du coût de la vie. Selon un rapport du *Financial Times*, le salaire minimum ne s'applique pas à 60 % des Mexicains tant est élevé le nombre d'entre eux qui travaillent dans le « secteur informel ».



La crise de la politique autochtone du gouvernement Trudeau s'approfondit

Les familles des femmes et filles autochtones disparues et assassinées refusent d'être écartées

- Philip Fernandez -



Les familles des femmes et filles autochtones disparues ou assassinées participent à une vigile sur la colline du Parlement le 4 octobre 2017. Justin Trudeau a participé à la vigile et a été fermement dénoncé pour le manque de progrès de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues.

Malgré les meilleures intentions exprimées par d'honnêtes commissaires et membres de son personnel, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues continue d'être en proie à de nombreux problèmes. Plus de 22 membres du personnel, y compris des avocats et un commissaire, ont démissionné ou ont été licenciés. Plusieurs personnes ont demandé que les modalités de l'enquête soient revues et que plus d'argent et de temps soient alloués à l'enquête. Les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ont réitéré avec force leur demande que l'enquête accomplisse son mandat et non le mandat du gouvernement.

Un groupe appelé Familles pour la justice qui représente 18 familles de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées a embauché un cabinet d'avocats et annoncé, le 20 novembre, une action en justice pour demander un statut pour le groupe à l'enquête afin que leurs voix et les voix de leurs proches décédés ne soient pas écartées.



De cette façon, les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées poursuivent leur lutte pour obtenir une enquête qui réponde à leurs demandes. Elles veulent s'assurer que le gouvernement Trudeau ne sabote pas l'enquête nationale pour laquelle elles se sont battues si fort.

Elles sont maintenant confrontées à un autre développement qui laisse prévoir de nouvelles déceptions. Le 17 novembre, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a annoncé que le monopole américain de relations publiques Hill and Knowlton a été retenu pour « prêter main-forte à l'enquête afin d'améliorer ses communications avec les familles des victimes et les organisations qui sont leurs alliées ».

C'est un développement inconcevable parce que Hill and Knowlton est connu pour ses pratiques frauduleuses et corrompues. C'est lui qui a organisé les fameuses « fausses nouvelles » dans lesquelles une jeune Koweïtienne de 15 ans aurait vu des soldats irakiens enlever des bébés koweïtiens d'incubateurs et les tuer en les jetant par terre. Ce « reportage » sensationnel a été utilisé pour légitimer l'invasion de l'Irak par les impérialistes américains en 1991. Hill and Knowlton ont reçu 10 millions \$ US pour services rendus.



Vigile des Soeurs par l'esprit le 4 octobre 2017 à Vancouver

On doit saisir toutefois que si l'enquête avait pour but de faire le travail demandé par les familles des filles et des femmes disparues et assassinées, il n'y aurait pas de problèmes de « communication ». Le gouvernement Trudeau n'aide pas sa crédibilité en ce qui a trait à ses intentions quand lui-même et des membres du caucus libéral parlent des préoccupations importantes des peuples autochtones dans des termes qui ressemblent aux « trucs » qu'a donnés Hill and Knowlton dans un article de 2016 sur la façon de « gérer les communications » :

« La lumière directe du soleil désinfecte : le plus tôt vous racontez vos mauvaises nouvelles, le mieux c'est, mais dites tout. Sinon, elles continuent de dégouliner goutte à goutte pendant des mois.

« Respectez les autres points de vue. La compassion et l'empathie génèrent de la bonne volonté. Vous pouvez être désolé des malheurs qui arrivent aux autres sans en accepter ou en attribuer le blâme.

« Les démentis remplissent la une des journaux. Concentrez plutôt votre message sur les points positifs : ce que vous avez accompli, ce que vous faites maintenant et ce que vous vous engagez à faire et pourquoi. »

Ces « communications » n'ont rien à voir avec l'amélioration des relations entre êtres

humains ou de la vie des familles autochtones qui demandent justice.



Vigile des Soeurs par l'esprit le 4 octobre 2017 à Toronto

Le problème de « communication » se pose parce que les peuples autochtones refusent d'accepter le statu quo ou le rejet continu de leurs préoccupations. Depuis le lancement de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles disparues et assassinées en septembre 2016, les libéraux de Justin Trudeau ont tenté de limiter sa portée de façon à la rendre inefficace. Cela s'accompagne d'un tapage à l'effet que le gouvernement et le premier ministre veulent que justice soit rendue. C'est l'expression la plus crasse de l'hypocrisie libérale. Si on entend par justice étancher la soif des monopoles de l'exploitation minière, énergétique et autres qui convoitent les ressources qui se trouvent sous la surface des terres actuellement attribuées aux peuples autochtones comme si ces terres ne leur appartiennent pas de droit, alors bien sûr les libéraux ne peuvent pas être considérés comme bien intentionnés.

Si l'enquête nationale a pour but d'enquêter sur les causes de la violence historique contre les femmes et les filles autochtones, elle doit faire enquête sur l'État canadien et ses institutions constituées pour perpétrer cette violence. Elle doit fournir réparation pour les injustices historiques commises à l'encontre des peuples autochtones et remédier aux conditions sociales et économiques désastreuses qui créent les conditions d'abus et de maltraitance des femmes et des filles.



Les Soeurs par l'esprit à Saskatoon le 4 octobre 2017

À ce jour, toutes les tentatives de masquer la crise dans laquelle l'enquête nationale s'est enlisée ont échoué. Le gouvernement Trudeau croit-il vraiment que Hill and Knowlton parviendront à camoufler la réalité face à la vérité que racontent les familles militantes de nos femmes et filles disparues et assassinées, appuyées par l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple ? Est-ce une opération de relations publiques à la gomme pour accomplir des objectifs pour lesquels le gouvernement ne peut pas obtenir l'assentiment du peuple par un échange libre d'idées et la discussion. Ou est-ce que c'est juste un autre moyen pratique de payer les riches au nom de grands idéaux ? D'une manière ou d'une autre, cette mesure va se retourner contre le gouvernement et lui attirer encore plus de mépris.

En novembre 2015, les femmes autochtones de Val-d'Or, au Québec, ont porté plainte pour agression sexuelle contre des policiers locaux. Aucune accusation n'a été portée jusqu'à présent contre un seul des 28 policiers accusés après une enquête menée par la police elle-même. On voit clairement que les gouvernements et ceux qui prétendent « servir et protéger » considèrent les femmes et les filles autochtones comme étant sans grande importance et ceux qui les traitent ainsi peuvent s'en sortir indemnes. C'est ainsi que les institutions ecclésiastiques et le gouvernement ont essayé de dissimuler les abus dans les pensionnats, les orphelinats et les églises pendant des décennies. Même lorsqu'il n'a plus été possible de cacher les scandales, ils ont tout fait pour protéger les hauts placés et les puissants.

Le problème auquel fait face l'enquête est le refus du gouvernement de redresser les torts historiques et d'établir des relations de nation à nation d'une manière qui respecte pleinement les droits ancestraux des peuples autochtones de ce pays. Au lieu de cela, elle protège les abus systémiques et la violence organisés par l'État et ce que plusieurs considèrent comme le camouflage de la raison pour laquelle les assassinats de tant de femmes et de filles ne sont toujours pas résolus. Cela renforce le soupçon que des intérêts puissants sont en train d'être protégés à tout prix et détourne l'attention de l'objectif qui est de réaliser ce que les gouvernements précédents n'ont pas réussi à réaliser : la dépossession complète des terres et des ressources qui appartiennent de droit aux peuples autochtones.



Vigile des Soeurs par l'esprit le 4 octobre 2017 à Montréal

C'est seulement la lutte des peuples eux-mêmes qui ne permet pas aux libéraux d'éteindre les droits ancestraux, issus de traités et constitutionnels des peuples autochtones en toute impunité.

C'est le combat que mènent les peuples autochtones pour que justice soit faite au moyen de l'enquête qui est essentiel, et non une quelconque nouvelle « stratégie de communication » inventée par Hill +Knowlton.



Vigile des Soeurs par l'esprit dans la Première Nation de St. Mary au Nouveau-Brunswick
le 4 octobre 2017



Les Soeurs par l'esprit à Windsor le 4 octobre 2017



Faisons du Canada une zone de paix!

**Non à l'ingérence dans les affaires des autres pays
au nom du maintien de la paix!**

- Hilary LeBlanc -

**FAISONS DU
CANADA UNE
ZONE DE PAIX!**

pccml.ca

Le 15 novembre, le premier ministre Trudeau a dévoilé les engagements de son gouvernement envers les opérations de maintien de la paix des Nations unies lors d'une conférence ministérielle de l'ONU tenue à Vancouver. Le Canada était l'hôte de la conférence, mais celle-ci était pilotée par les États-Unis qui maintiennent leur demande d'une réforme du maintien de la paix de l'ONU pour qu'il serve leurs objectifs d'édification d'empire. [1]

En faisant son annonce, le premier ministre Trudeau a dit : « La nature des conflits a changé. Les besoins relatifs aux opérations de paix ont aussi changé. Les offres discrètes et les engagements uniques nous ont menés jusqu'ici, mais nous ne pourrions pas créer des changements réels et transformateurs sans un véritable changement institutionnel. Le Canada est prêt à participer à orienter ces efforts. À réfléchir à la façon dont nous nous engageons, et non seulement aux endroits où nous nous engageons. À combler les lacunes institutionnelles qui nous empêchent d'être des agents de paix encore plus efficaces dans un monde qui en a tant besoin. Voilà comment nous comptons protéger les enfants du monde, assurer l'autonomisation des femmes et des filles et bâtir un monde plus pacifique et prospère. »

Il a ensuite présenté un certain nombre d'annonces spécifiques sur le rôle que le Canada va jouer.[2]

L'Organisation des Nations unies dans son ensemble a grand besoin de réformes pour que les aspirations contenues dans sa Charte qui s'opposent à l'agression et à l'ingérence dans les affaires des États membres puissent être réalisées et que les droits de toutes les nations puissent être affirmés. Cela a été et continue d'être la demande de l'humanité suite à la Seconde Guerre mondiale. Cependant, ce n'est pas ce que cherchent à réaliser les réformes que le Canada, les États-Unis et d'autres grandes puissances préconisent. Le Canada se préoccupe plutôt de déterminer le nombre et le lieu de déploiements de 600 soldats canadiens selon ce qui sert les intérêts des États-Unis et de l'OTAN. Le discours sur les conditions changeantes et le besoin d'« être des agents de paix encore plus efficaces » masque que la préoccupation réelle est où le Canada va déployer ses troupes au lieu de contribuer à la paix.

Depuis sa création, le maintien de la paix a été utilisé par les grandes puissances pour s'ingérer dans les affaires des États membres de l'ONU[3]. Dans la période qui a suivi la guerre froide en particulier, au nom de la sécurité humaine ou de la responsabilité de protéger, le Canada s'est donné pour mission d'inciter les Nations unies à légitimer l'agression contre d'autres pays et à s'ingérer dans leurs affaires au nom du maintien de la paix ou de ce qui est maintenant appelé des opérations de paix.[4] On a dit que les dernières annonces du Canada montrent qu'il est de retour en matière de maintien de la paix, contrairement à l'approche du gouvernement Harper qui, dès le départ, insistait sur l'utilisation de la force dans les affaires internationales hors de l'ONU, sans l'autorisation préalable du Conseil de sécurité. Pendant ce temps, le gouvernement Trudeau essaie de ressusciter l'idée que le Canada va chercher à utiliser la force dans les affaires internationales une fois qu'il aura obtenu l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. Lorsque cela va échouer, le Canada se donne aussi la possibilité d'agir en dehors des Nations unies en association avec les États-Unis ou avec quiconque ayant les mêmes objectifs avec qui il va décider de s'allier, comme il l'a fait avec ses sanctions et ses autres actions agressives contre le Venezuela.



Les Canadiens n'appuient pas l'ingérence dans les affaires internes d'autres pays ni le recours à la force pour régler des conflits. L'appui des Canadiens à l'idée du maintien de la paix repose sur leur opposition à l'utilisation de la force pour régler les conflits entre pays. Il repose sur l'idée que le Canada peut jouer un rôle de neutralité active pour aider les parties à un conflit entre nations ou au sein d'une nation en défendant les accords conclus entre les belligérants et en s'opposant à l'agression et à l'intimidation. Les affirmations de hauts gradés de l'armée au Canada et à l'étranger selon lesquelles ces accords n'existent plus, que ce soit vrai ou faux, visent à manipuler l'appui des Canadiens au concept de maintien de la paix pour le transformer en appui à l'agression au nom du maintien de la paix.

C'est le cas en Ukraine où le Canada intervient en appui à un côté dans un conflit civil tout en participant à l'accumulation de forces de l'OTAN qui menacent la Russie. Le gouvernement Trudeau marche sur une corde raide dans ses efforts pour dissimuler ses objectifs. Il agit sous le commandement de l'OTAN en militarisant l'Europe de l'Est et en supervisant spécifiquement la militarisation de la Lettonie par des forces étrangères. Il place une partie toujours plus grande du territoire du Canada sous l'emprise de l'armée américaine pour qu'elle l'utilise pour le stationnement de ses missiles et de ses troupes. Il cherche également à se donner un rôle dans les conflits en Asie alors qu'on dit que les États-Unis veulent s'en retirer et il cible en particulier la République populaire démocratique de Corée (RPDC) de la manière la plus fourbe en affirmant qu'elle menace le Canada. En fait, c'est le Canada qui continue de menacer la RPDC alors qu'il persiste à s'associer aux États-Unis dans la guerre de Corée, refusant d'inciter les États-Unis à signer un traité de paix avec la RPDC, quelque chose que l'ONU pourrait aider à faire respecter si une paix légitime pouvait être établie. Ce n'est pas ce que le Canada demande car tout son programme, aligné sur celui des États-Unis, est de ne pas permettre l'établissement d'une paix et d'inciter plutôt au changement de régime en utilisant le prétexte de la « menace nord-coréenne » pour justifier le bouclier antimissile américain.

Plus le gouvernement parle de paix alors qu'il incite, participe et se prépare à la guerre, plus les Canadiens vont se convaincre que ces activités sont néfastes et mettre de l'avant leurs propres demandes pour que le Canada soit un facteur de paix dans les affaires mondiales.

Notes

1. « Réorganiser le maintien de la paix pour répondre à des objectifs de guerre - Les États-Unis convoquent un sommet sur le maintien de la paix de l'ONU » - Numéro du 24 novembre 2015 du *Marxiste-Léniniste*

2. Au cours de la conférence, Trudeau a spécifiquement annoncé le lancement des « Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats », créés en partenariat avec le général à la retraite Roméo Dallaire. Il a annoncé « l'Initiative Elsie sur les femmes dans les opérations de paix », en disant : « Dans le cadre de cette initiative, le Canada et des pays partenaires offriront de l'aide et des mesures d'encouragement pour accroître la proportion de femmes déployées dans les opérations de paix des Nations unies. »

Il a également annoncé que le Canada mettra à la disposition des Nations unies une gamme de capacités militaires spécialisées. Cela comprendra une « force de réaction rapide » qui comprend environ 200 soldats et le matériel connexe ; une force opérationnelle aérienne composée d'hélicoptères armés et de service de transport aérien tactique pour « combler les lacunes dans la capacité des Nations unies à assurer l'acheminement de troupes, d'équipement et d'approvisionnement jusqu'à ses missions ».

Le Canada établira également « de nouveaux programmes de formation conçus pour rehausser l'efficacité globale des opérations des Nations unies. Il mettra notamment sur pied une équipe canadienne d'assistance et d'entraînement qui travaillera avec un pays partenaire avant et durant

son déploiement vers des opérations de paix, en plus de contribuer à des centres, des écoles et des équipes de formation mobiles des Nations unies ».

3. « Le Canada facteur de paix - un mythe » - Numéro du 22 octobre 2016 du *Marxiste-Léniniste*

4. « La 'stratégie des missions de paix' pour l'occupation d'autres pays » - Numéro du 9 février 2016 du *Marxiste-Léniniste*



La préoccupation morbide des impérialistes pour la défaite: l'exemple de la Conférence de guerre de Halifax



**Durant le Forum de Halifax sur la sécurité internationale, les résidents de Halifax disent:
« Pas de port pour la guerre! »**

Le Forum sur la sécurité de Halifax s'est tenu du 17 au 19 novembre à Halifax, en Nouvelle-Écosse. La conférence annuelle a réuni plus de trois cents participants de plus de 80 pays pour discuter du thème : *Paix ? Prospérité ? Principe ? Sécuriser lequel de ces objectifs ?*

Le thème reflète la crise que traverse le système impérialiste alors que la paix, la prospérité et le manque de principes tant attendus le hantent. La paix promise par les puissances impérialistes après la chute de l'Union soviétique n'a pas été réalisée. L'économie mondiale fait face à des crises de plus en plus sérieuses et régulières. L'échec des élites impérialistes à garder leur promesse qu'il y aurait la liberté, la paix et la prospérité fait voler en éclats la prétention que la période actuelle est la « fin de l'histoire » et que la démocratie libérale est la seule alternative. Tout cela provoque des cauchemars pour les impérialistes comme c'est le cas des progrès héroïques accomplis par les forces populaires pour montrer que l'histoire n'a pas pris fin avec eux.

Le plus remarquable a été le discours d'ouverture prononcé par le président du Forum, Peter Van Praagh, qui a commencé par révéler la mauvaise conscience des impérialistes s'est révélée au grand jour lorsqu'il a commencé par faire référence au centenaire de l'explosion de Halifax qui a eu lieu le 6 décembre 1917 lorsque le *SS Mont Blanc*, un navire français chargé de munitions et d'explosifs en route vers la France depuis New York et via Halifax, a heurté le *SS Imo*, un navire norvégien

dans le détroit qui relie le port d'Halifax au bassin de Bedford. Cette explosion a fait 2 000 morts et 9 000 blessés. L'explosion a été la plus grande explosion causée par l'humain avant le développement des armes nucléaires. Un tsunami créé par l'explosion a anéanti la communauté des membres de la Première nation Mi'kmaq qui vivaient depuis des générations dans la région de Tufts Cove.

Selon Van Praagh, « c'est l'explosion d'Halifax qui, à bien des égards, a fait connaître en Amérique du Nord la réalité de la guerre en Europe ». Ce que Van Praagh n'a pas dit, c'est qu'elle permet de réaliser que le système impérialiste qui engendre la guerre entre rivaux cause de graves souffrances aux peuples du monde. Puis il a tourné la vérité à l'envers en déclarant que « 1917 a aussi été l'année où les États-Unis sont entrés en guerre, ce qui a assuré son dénouement ».



Le refus d'aborder le sujet de la Grande Révolution d'Octobre qui a eu lieu le 7 novembre 1917 et qui a établi le pouvoir des soviets montre l'incapacité des impérialistes et de leurs porte-parole à accepter le rôle que le peuple, en l'occurrence le peuple russe, a joué pour mettre fin à ce massacre impérialiste en renversant ses dirigeants et en sortant la Russie de la guerre. Au lieu de reconnaître ce fait, Van Praagh a plutôt déclaré que la révolution russe a été au XXe siècle le premier « grand système rival » au « capitalisme démocratique libéral ». Cela montre clairement que pour les impérialistes et leurs acolytes, il n'existe que des rivaux potentiels et non des êtres humains aspirant à une société nouvelle et moderne. Ils ne peuvent pas entrevoir l'avenir parce qu'ils pensent que tout le monde est comme eux.

Pour faire en sorte que les Canadiens ne s'identifient pas à la Grande Révolution socialiste d'Octobre, mais plutôt aux criminels de guerre et de génocide, il a ajouté que 1917 a aussi été la même année « qu'un jeune David Ben Gourion est arrivé en Nouvelle-Écosse pour s'entraîner avec un bataillon britannique qui finirait par se retrouver en Terre Sainte ; la déclaration de Balfour qui allait déclencher des changements majeurs au Moyen-Orient a été émise il y a 100 ans ce mois-ci ».



Le Forum et son ordre du jour représentent le monde impérialiste en pleine crise. Son existence devient injustifiable et ses organisateurs se sont fixés l'impossible tâche d'assurer sa domination au milieu de toutes les contradictions inhérentes à celui-ci. L'ordre du jour du Forum reflète la

préoccupation morbide pour la défaite d'une section de la classe dirigeante au niveau international au milieu des menaces perçues à sa propre existence. Dans ce contexte, le rôle des peuples, leur combat pour la paix, la démocratie et leurs droits deviennent aussi des menaces à son existence.

Van Praagh a conclu son allocution d'ouverture en déclarant : « Alors que la Chine défie, que la Russie s'ingère, que la Corée du Nord menace et que le terrorisme international continue à un moment où le monde s'adapte à un nouveau style de leadership américain, les conversations qui se tiendront ce week-end auront une certaine influence sur la façon dont les générations futures, dans 100 ans, jugeront comment nous avons identifié et sécurisé notre objectif commun. »

L'objectif commun est précisément ce que la classe dirigeante ne peut pas atteindre mais elle organise des forums comme ceux-ci pour essayer d'essayer d'unir ses propres factions belligérantes de peur de tout perdre.

Comme ils le font depuis la création du Forum, les Haligoniens se sont rassemblés devant le Forum et ont brandi la bannière de la paix, pour un gouvernement antiguerre et pour que le Canada sorte de l'alliance belliciste de l'OTAN. Leur refus de permettre aux fauteurs de guerre de comploter et manigancer sous le couvert de l'étreinte chaleureuse et de l'appareil de sécurité du gouvernement Trudeau montre qu'en effet, cent ans plus tard, les gens de Halifax affirment : Pas de port pour la guerre !



Notes

1. PROJET D'ORDRE DU JOUR DU FORUM DE HALIFAX DE 2017

Séances plénières (consignées)

La paix ? La prospérité ? Le principe ? Sécuriser lequel de ces objectifs ?

Le nucléaire : le feu et la furie

Arsenaliser le capital : une périphérique, un chemin, une voie

Faire la paix avec les femmes

Rapprochement avec la Russie : préparation pour l'après-Poutine

Armées de satellites : la course dans l'espace

Reconstruire le Moyen-Orient : de la guerre civile à la société civile

Changements climatiques : Houston, nous avons une solution

Séances de groupe élargies (confidentielles)

Solutions aux conflits réels : le monde après Vancouver

Corée du Nord : invectives ou guerre ?

L'électeur non invité : truquage dans le cyberspace

EI : Avons-nous gagné ?

Relations Inde-Chine

Vivre et mourir dans le voisinage de la Russie

Séances de groupe réduites (confidentielles)

Afghanistan, Afghanistan

AI : « Awesome Initiative » ou Apocalypse imminente ?

Le printemps arabe, espoir éternel

Le cyberspace domine le futur

Séismes, volcans et inondations : Qui allez-vous appeler ?

Quatre famines : la nourriture intellectuelle ne suffit pas

De Belfast à Bagdad : l'évolution du terrorisme

GCC : le Golfe de la coopération ?

La géopolitique de l'énergie : quoi de neuf sous le soleil ?

Immigration : la solution canadienne

Inclure l'Afrique : leçons à retenir

Le renseignement : de l'espionnage au mensonge

Israël : un siècle après Balfour

Les options stratégiques du Japon

Redonner sa gloire à l'Amérique latine

Merkel et Macron : l'axe de l'Europe

Les médias : une responsabilité d'informer (honnêtement, complètement)

Sécuriser les mers : les eaux troubles de l'Asie

Discret, intelligent et ferme : point d'équilibre entre puissances

L'Europe du Sud-Est aujourd'hui

Les guerres civiles (de l'ONU) : ramener la paix

Où est mon domicile ? La question des réfugiés

Qui est le peuple ? L'avenir de la démocratie

Qui a peur du commerce mondial ?



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca